

İTA

INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY

BÜLTEN BULLETIN

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 250 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
CCP: COODIFF s.c. 000-1164657-75 BRUXELLES

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence Agence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL
3ème année - juillet/août 1979
Français 33-34
Abonnement annuel
Belgique 200 FB
Etranger 250 FB

LE PARTI D'ACTION NATIONALISTE (NEO-FASCISTE) DOIT ETRE INTERDIT

ANKARA (ITA) - Selon le deuxième paragraphe de l'Article 111 de la Constitution de la République Turque, tout parti politique poursuivant des objectifs contraires au principe du régime démocratique pluraliste et recourant à la violence armée en formant des groupes paramilitaires est passible d'interdiction par la Cour de la Constitution, et ses dirigeants sont passibles de lourdes peines d'emprisonnement.

En Turquie, la Loi sur les Partis politiques charge le Procureur de la République de mener une action en justice contre un tel parti et de convoquer ses leaders devant la Cour de la Constitution.

Les découvertes faites par les opérations de police récentes dans toute la Turquie ne laissent pas le moindre doute quant à la responsabilité d'un parti politique: le Parti d'Action Nationaliste (MHP) de l'ancien colonel Alparslan Türkeş, de tendance fasciste.

Alors que, depuis 1968, le public savait, et les leaders du MHP eux-mêmes admettaient que ce parti avait formé des organisations paramilitaires parallèles telles que "Clubs d'Idéal" (Ülkü Ocakları), "Association de la Jeunesse Idéliste" (Ülkücü Gençler Derneği), "Armée de Libération des Turcs réduits en esclavage" (ETKO), et des Commandos Turcs Tonnerre, et que la grande majorité des assassinats politiques en Turquie avaient été commis par les membres de ces organisations, le Procureur de la République n'a pas tenu compte de ces faits et a déclaré qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes contre cette organisation néo-fasciste.

Cette fois, les preuves des agissements criminels de ce parti sont si fortes que même les commandants des tribunaux militaires de loi martiale à Ankara et à Istanbul ont été obligés d'admettre la responsabilité du MHP et de ses dirigeants, et ils firent appel au Procureur de la République afin qu'il entame une action en justice contre cette organisation et ses dirigeants.

Selon les services du Procureur de la République, six dossiers différents contre le MHP ont déjà été reçus, venant de diverses cours criminelles. /.

Un "führer" turc et ses "loups gris"

Les unités de commandos paramilitaires et les escadrons du MHP néo-fasciste ont assassiné plus de mille personnes au cours de la période de vingt mois du pouvoir du Premier Ministre Ecevit. Parmi les victimes il y a un procureur de la république, Dogan Öz, un éditeur célèbre, Abdi İpekçi, et deux professeurs d'université, Bedrettin Çömert et Necdet Bulut. Un autre professeur d'université, Server Tanilli avait été blessé par balles par les commandos et était resté complètement paralysé. Dans la nuit du 6 au 9 octobre 1979, les Loups Gris massacrèrent dans la capitale de la Turquie sept membres du Parti Ouvrier de Turquie (TIP).

Les militants du parti néo-fasciste ont adopté pour eux-mêmes le nom de "Loups Gris" parce que cette bête représente dans les légendes l'émancipation de la race turque. Du fait que le MHP est basé sur des principes racistes et sur la croyance à la supériorité de la race turque, ses membres se considèrent comme "loups gris".

Le chef du parti est l'ancien colonel Alparslan Türkeş qui fut un partisan ardent de l'expansion nazie sur le monde entier dans les années 40. Il fut parmi les officiers de l'armée qui réalisèrent le coup d'état militaire du 27 mai 1960, mais quelques mois plus tard, il fut exilé à cause de ses tendances autoritaires. Après son retour d'exil, il saisit un parti mineur qu'il transforma en parti néo-fasciste en 1965. Il se proclamait lui-même "Başbuğ", c.à.d. "führer" en langue turque, et il est appelé ainsi par ses militants auxquels il s'adresse en les appelant "mes Loups Gris".

Quoique son parti n'ait que trois députés au Parlement, il obtint le poste de vice premier dans un gouvernement de coalition de droite et il plaça ses militants à des postes gouvernementaux. Grâce à ces possibilités, le MHP accrut son influence sur des parties désespérées de la population et aux élections générales de 1977 il obtint 16 sièges au parlement.

Les membres du MHP et de ses organisations parallèles sont entraînés systématiquement dans des camps militaires où on leur enseigne toutes les techniques de la guerre de commandos.

Le but actuel du MHP est de provoquer la violence politique dans le pays et, en incitant aussi les officiers réactionnaires de l'armée à prendre le pouvoir par la force et à établir une dictature fasciste. Comme but ultime, le MHP revendique la libération de tous les peuples d'origine turque en URSS et dans d'autres pays et de les unir en un empire fondé sur une base raciale.

Türkeş et son parti sont les soutiens les plus ardents d'une politique pro-USA en Turquie. Rappelons que le Colonel Türkeş était à la tête du Département de l'OTAN au Quartier Général des Forces Armées Turque quand il participe à la junte militaire en 1960.

Après avoir établi ses organisations terroristes en Turquie, le MHP lança une vaste campagne de propagande et d'intimidation parmi les travailleurs turcs à l'étranger. Durant ces visites fréquentes en Allemagne Fédérale, Türkeş entra en contact avec Josef Strauss, leader du CSU (allemand) et avec d'autres politiciens d'extrême droite. Grâce à l'appui et à l'aide de ces milieux, les organisations parallèles du MHP ouvrirent des sections dans des pays européens tels que l'Allemagne, la Belgique, la Hollande, la France, etc. et commencèrent à exercer des jeunes immigrés désespérés en vue de les incorporer dans des unités de commando paramilitaires pour agir dans ces pays. (Pour de plus amples détails, voir: Info-Türk, Massacre à Ankara, Pourquoi?, Coodiff, Bruxelles, Novembre 1978, 48 pages (illustrées); Info-Türk, BULLETTIN, F. 31, mai 1979)

Condamnation à mort d'un Loup Gris

Au cours de récentes opérations de police en Turquie, de nombreuses preuves furent obtenues quant à l'entraînement militaire des Loups Gris et à leurs actes de violence. Une quantité de munitions et d'armes à feu ont été trouvées dans les sections du MHP et de ses organisations parallèles. Quelques un des Loups Gris qui furent arrêtés à cause d'actes de violence déclarèrent lors de leurs interrogatoires qu'ils avaient reçu l'ordre de tuer par balles certaines personnes progressistes inscrites sur une liste noire établie par leurs supérieurs.

L'un des Loups Gris fut condamné à mort par le tribunal militaire du commandement de loi martiale d'Ankara pour avoir assassiné le procureur de la

République Dogan Öz. Dans son jugement, le tribunal déclara que ce fasciste avait été chargé par trois leaders du MHP de tuer le Procureur Öz qui menait des enquêtes sur les organisations fascistes. A la suite de cette découverte, le tribunal militaire fit appel au Procureur militaire de loi martiale pour qu'il intente un procès aux trois leaders du MHP: Ihsan Kabadaya, député de la province de Konya, Nevzat Köseoglu et Yaşar Okuyan, sous-secrétaires du parti.

Baucoup d'autres affaires sont examinées par les tribunaux militaires de loi martiale et toutes montrent clairement la responsabilité du MHP dans la violence politique en Turquie:

- 19 membres du Conseil Administratif du MHP sont jugés par le tribunal militaire de loi martiale d'Ankara pour avoir publié une déclaration demandant que le pouvoir politique soit transmis aux Forces Armées.

- Le Président de la Section de la Jeunesse du MHP à Istanbul Kâzım Ayaydın a été arrêté par le Procureur militaire du commandement de loi martiale d'Istanbul pour avoir assassiné Ali İhsan Özgür, éditeur en chef du journal progressiste Politika.

- Neuf Loups Gris, İbrahim Çiftçi, Ahmet Erdimont Gedikli, Duran Demirkıran, Ömer Yavuz, Hacı Ömeroğlu, Abidin Şahiner, Mehmet Kundakçı, Kadir Temir et Ömer Özcan sont jugés par le tribunal militaire de loi martiale d'Ankara pour avoir assassiné sept membres du Parti Ouvrier de Turquie (TİP).

- Mehmet Ali Ağca et Yavuz Çaylan ont été arrêtés à Istanbul par les autorités de loi martiale pour avoir assassiné M. Abdî İpekçi, éditeur en chef du quotidien Milliyet. Durant leur interrogatoire, ils reconnurent leur crime et déclarèrent que, après le meurtre, ils se rendirent à la section Aksaray du MHP. Certaines autres preuves montrent qu'ils requèrent le pistolet qui devait tuer İpekçi d'un membre du MHP.

- Les meurtriers du professeur d'université Neodat Bulut furent arrêtés. Le procureur de la République déclara que Mikdat Şimşek qui tua Bulut est membre du MHP et qu'il avait agi à l'instigation du Président de la Section de la Jeunesse du MHP de Trabzon.

- Au cours d'une enquête au quartier général de la Confédération des Syndicats Nationalistes (MISK), organisation parallèle du MHP, qui fut détruit par une explosion, on se rendit compte que les explosifs avaient été confectionnés par les militants de cette organisation et que l'un d'entre eux périt accidentellement dans l'explosion. De plus, la police trouva quelques listes secrètes indiquant les sommes distribuées aux militants terroristes du MHP et de ses organisations parallèles. A la suite de cela, le président et six membres de la MISK furent arrêtés pour "formation d'un gang armé".

- Le procureur militaire du commandement de loi martiale d'Istanbul trouva une grande quantité d'armes et de munitions à la Section de Bakarköy du MHP et fit appel au Procureur de la République afin qu'il intente un procès à ce parti.

- Un avocat de droite qui défendait les membres du MHP devant les tribunaux militaires fut arrêté alors qu'il essayait d'introduire des armes dans la prison. On révéla que ce juriste, Can Üzbay était un agent du Service de Renseignement National (MIT).

- Aux aciéries de Seydişehir, l'Union des Travailleurs de l'Acier (Çelik İş), une autre organisation parallèle du MHP, est accusée d'avoir loué des tueurs professionnels pour tuer par balles des leaders de syndicats progressistes. A la suite de cette accusation, le président de la Çelik İş a disparu.

- Le "loup gris" Rifat Yıldırım qui tua par balles le professeur d'université Bedrettin Çömert fut arrêté dans la ville de Burdur.

- Un autre "loup gris", Voli Can Oduncu, avoua devant le tribunal militaire du commandement de loi martiale d'Istanbul qu'il avait assassiné huit progressistes. A la prison militaire d'Istanbul il assassina un membre du Syndicat des Metallurgistes (Madon İş).

- Au cours du procès des accusés du Massacre de Kahramanmaraş qui causa la mort de 111 personnes, les survivants témoignèrent qu'ils avaient vu les accusés porter les fanions du MHP sur la scène du massacre. ✓

Manoeuvres visant à sauver le MHP

Malgré l'existence de preuves irréfutables et les décisions des juges, des milieux de droite et même des autorités gouvernementales ont recours à tous les moyens possibles en vue d'empêcher l'interdiction du MHP.

Tout d'abord, le Procureur de La République, M. Kâzım Akdoğan ne semble pas très pressé de s'occuper des dossiers concernant le MHP et envoyés par diverses cours et par des procureurs inférieurs. Il essaie de reporter l'examen des dossiers jusqu'à la fin de septembre, date à laquelle sa retraite est prévue. Officiellement, il déclara que les preuves étaient compliquées et que ses services devraient les étudier pendant quelques mois au moins.

Le Premier Ministre Ecevit lui aussi essaie de rejeter la responsabilité des actions terroristes du MHP sur le leader du Parti de La Justice (AP), M. Demirel, et d'influencer ainsi la justice et de l'empêcher au moins pendant trois mois d'intenter un procès contre le MHP. M. Ecevit pense que, si le MHP est interdit avant les élections partielles du 14 octobre, environ un million de voix de ce parti iront au Parti de la Justice.

Par ailleurs, quelques groupes "gauchistes" irresponsables, en ayant recours à des actes de violence politique, servent les intérêts des organisations fascistes. Ces derniers jours, juste après les condamnations des Loups Gris, quelques groupes armés se prétendant "révolutionnaires" ont perpétré, sous le couvert de "vengeance" ou "propagande armée", quelques hold-ups et assassinats politiques.

Le plus spectaculaire de ces actes irresponsables fut l'occupation, pendant deux jours, de l'Ambassade d'Egypte à Ankara. Elle eut lieu juste après l'arrestation du tueur fasciste du célèbre journaliste Abdî İpekçi. Quand on apprit que le tueur était en rapport avec le MHP, même les gens neutres commencèrent à admettre la nécessité d'interdire ce parti. Mais l'Affaire de l'Ambassade d'Egypte éclipsa la culpabilité du MHP et retourna l'opinion publique contre la Gauche.

Plus tard, les preuves recueillies durant l'enquête au sujet de l'occupation de l'Ambassade d'Egypte montrèrent que les quatre "guerrilleros" palestiniens avaient été en contact avec un fraudeur d'armes, Hacı Faruk Erden, connu comme étant l'un des plus ardents défenseurs du MHP dans le district de Gebze et que les armes utilisées lors de l'occupation de l'Ambassade avaient été fournies par cet individu desprit fasciste. Ainsi, l'occupation de l'Ambassade fit du tort non seulement à la cause juste du peuple palestinien, mais aussi à la lutte démocratique du peuple turc contre le fascisme.

Néanmoins, les masses populaires sont conscientes du fait que le MHP est le principal coupable de la continuation du terrorisme politique en Turquie et que, ni les actes irresponsables de soi-disant "révolutionnaires", ni les manoeuvres électorales de politiciens socio-démocrates ne peuvent sauver ce parti de l'interdiction. Comme le leader du Parti Ouvrier de Turquie (TİP), Mme Behice Boran l'a affirmé, la réplique des forces démocratiques aux fascistes est le développement et l'implantation de leurs propres organisations politiques au sein de la classe ouvrière et des masses travailleuses. Les socialistes de Turquie refusent la terreur individuelle comme méthode de lutte.

Les démonstrations de masse de la seconde moitié d'août 1979 et la campagne électorale des partis de gauche avant les élections d'octobre 1979 expriment cette même volonté: Le MHP et ses organisations parallèles doivent être supprimés, le "führer" fasciste Alparslan Türkeş et ses compagnons doivent être emprisonnés!

(C-H-H-Y-DG-EP-15/8)

LES ELECTIONS PARTIELLES AURONT LIEU SOUS LA LOI MARTIALE

ANKARA (ITA) - Les élections partielles pour le Sénat et les élections complémentaires pour l'Assemblée Nationale auront lieu le 14 octobre 1979 sous le régime de loi martiale. Onze partis politiques se disputeront le tiers des 150 sièges, c.à.d. ceux de 49 sénateurs dans 24 des 67 provinces de Turquie. Le même jour, les électeurs voteront aussi pour les cinq sièges vacants

à l'Assemblée Nationale. Mais, le fait que les élections auront lieu sous un régime d'urgence a déjà passablement obscurci l'image "démocratique" du Premier Ministre socio-démocrate Bülent Ecevit.

La première procédure électorale appliquée par les autorités de la loi martiale a été l'introduction du couvre-feu dans toute la Turquie le 29 juillet 1979. Ce jour-là les 44 millions d'habitants ont été forcés de rester à l'intérieur des maisons sous prétexte de "permettre aux fonctionnaires préposés aux élections d'enregistrer les votants éligibles."

Mais cette pratique a été fortement critiquée et le couvre-feu a été appelé dans certains journaux "une prison du dimanche".

En attendant, les autorités de la loi martiale eurent recours à une pression sans précédent contre le Parti Ouvrier de Turquie (TIP), le parti socialiste le plus important à participer aux prochaines élections, et elles arrêtèrent des centaines de ses militants qui distribuaient les tracts électoraux du parti.

Malgré le fait que la pratique de la loi martiale était si anti-démocratique, le gouvernement, sur la proposition du Conseil de Sécurité Nationale composé de généraux de l'Armée et de ministres demanda à la Grande Assemblée Nationale de prolonger la loi martiale de deux mois dans 19 des 67 provinces de Turquie. Le 21 août 1979, la Grande Assemblée Nationale approuva le décret du gouvernement et étendit la loi martiale jusqu'au 26 octobre 1979.

M. Demirel, leader du principal parti d'opposition de droite espère que la majorité des membres au Sénat et à l'Assemblée Nationale sera obtenue aux prochaines élections par son Parti de la Justice.

Le Gouvernement d'Ecevit a été très près d'une défaite lors du dernier vote de confiance, le 26 juin 1979. En amenant sur des chaises roulantes des députés malades et d'autres, enlevés de leur lit d'hôpital, Demirel réussit à "enranger" 222 votes, quatre de moins que pour une solide majorité de 226.

Aux élections supplémentaires du 14 octobre 1979, le choix pour les cinq postes vacants à l'Assemblée Nationale dirigeante déterminera le sort du gouvernement Ecevit. Tenant compte de ce fait, Ecevit a recours à deux tactiques:

1. Empêcher que le MHP soit interdit avant les élections. Dans ce but Ecevit, dans ses déclarations affirma que, quoique de nombreuses preuves aient été rassemblées contre le MHP, le vrai responsable de la terreur politique était le Parti de la Justice (AP) de Demirel. En utilisant cette tactique, M. Ecevit essaie de discréditer le AP devant ses électeurs et de priver ainsi ce parti d'un millions de votes qui lui reviendraient si le MHP était supprimé.

2. Exercer des pressions sur les partis socialistes. Comme il a été expliqué ci-dessus, le gouvernement prolongea la loi martiale qui appliquait déjà de nombreuses mesures illégales contre le Parti Ouvrier de Turquie (TIP). M. Ecevit avait recours à cette tactique parce qu'il craignait que son parti socio-démocrate, le Parti Républicain du Peuple (CHP) ne perde des voix aux élections à venir en faveur des partis socialistes.

(Des informations plus détaillées sur les élections prochaines seront données dans le prochaine numéro du BULLETIN INFO-TURK). (C-M-H-Y-DG-ET-16/8)

L'AIDE DE L'OCCIDENT A LA TURQUIE: CERCLE VICIEUX

ANKARA (ITA) - Comme la Turquie entre dans une campagne électorale mouvementée qui pourrait conduire à un changement de gouvernement en novembre 1979, les puissances occidentales promettent au gouvernement Ecevit une aide de 1.700 millions de dollars. Environ 900 millions de dollars ont été promis par les membres de l'OECD et 400 millions de dollars par un syndicat de banques. Une somme de 300 millions de dollars a été fournie par le Fond Monétaire International.

L'aide, cependant, est conditionnelle et dépend de la promesse du gouvernement d'accepter les directives économiques du FMI. Ecevit conclut son second accord sous la pression occidentale. Il dévalua la lire turque de 43% par

rapport au dollar et augmenta le prix du pétrole et d'autres marchandises afin de limiter le déficit. Conformément à la lettre d'intention remise au FMI, Ecevit entreprit aussi de convaincre les syndicats de ne pas demander d'augmentations de salaires durant la convention collective. Ces mesures d'austérité, le deuxième ensemble depuis dix-sept mois, infligèrent un coup sérieux à la popularité d'Ecevit. En effet, la popularité d'Ecevit était en déclin presque depuis le moment où il arriva au pouvoir.

Malgré ces mesures, il est cependant improbable que les 1.700 millions de dollars puissent libérer la Turquie de ses problèmes économiques. En premier lieu, l'administration de cet argent, provenant de sources diverses et en tranches multiples, représente un véritable casse-tête.

En second lieu, la plupart des banques et des gouvernements offrant cet argent insistent pour qu'il soit utilisé à l'importation de marchandises provenant de leurs propres pays.

En troisième lieu, cet argent sera probablement insuffisant et arrive trop tard. La récente poussée des prix du pétrole, et, en rapport avec elle, les hausses des matières premières et des matériaux d'investissement ont déjà entamé fortement les crédits avant même qu'ils ne parviennent à la Banque Centrale.

Les dépenses du pétrole brut seul dans la seconde moitié de l'année exigera plus de 2.000 millions de dollars, supprimant non seulement les revenus des exportations mais aussi une partie importante des envois d'argent des travailleurs expatriés.

La hausse des prix du pétrole brut conduira inévitablement à une baisse des importations, déjà faibles, des matières premières et des matériaux d'investissement, abaissant l'objectif de 3% de croissance du produit national brut cette année. Certains économistes prétendent que l'accroissement du revenu personnel sera cette année de zéro ou même en déclin réel.

Ainsi, l'emprunt à l'étranger ne rehaussera vraisemblablement pas la popularité d'Ecevit auprès des électeurs. D'autre part, le FMI insiste sur ses droits à continuer sa tutelle sur les performances économiques de la Turquie au cours des 12 prochains mois et on s'attend à la visite à Ankara d'une équipe du FMI l'automne prochain.

(C-41-OL-DG-ET-18/8)

AIDE MILITAIRE DES USA ET SURVOL DE LA TURQUIE PAR DES U-2

ANKARA (ITA) - Sans tenir compte de l'appel de l'administration du Président Jimmy Carter, la Chambre des Représentants des USA rejeta, par 302 voix contre 107, l'octroi d'une aide militaire de 50 millions de dollars à la Turquie. Des membres de la Chambre dirent clairement lors du débat que la raison profonde de leur action était la continuation de l'occupation militaire de Chypre par la Turquie.

Par la suite, le Général Kenan Evren, Commandant des Forces Armées Turques, rentrant d'une visite aux USA, déclara à l'aéroport d'Istanbul: "Pas pour 50 millions. Il n'est pas possible pour nous de permettre à des avions U-2 de survoler la Turquie, même s'ils donnent 150 millions."

La déclaration du Commandant Evren provoqua des répercussions dans le pays et à l'extérieur. Le journal Cumhuriyet la commenta comme suit: "Une voix forte, rajouissant la tradition fondée par Atatürk pour nos forces armées, prit place des commandants de la Force Armée qui se tenaient, pleins de soumission, devant les généraux du Pentagone."

Quoi qu'il en soit, un porte-parole des Relations Etrangères des USA déclara: "Les généraux turcs attachent une grande importance à l'aide américaine. La déclaration du Commandant Evren en est un témoignage. Nous croyons que les vœux d'Evren ne reflètent pas la position du gouvernement turc."

L'interview donné par le Premier Ministre Ecevit à l'hebdomadaire américain TIME confirme la conviction du Département des Affaires Etrangères: "Il n'y a pas de changement dans la politique turque à ce sujet."

Des pourparlers turco-américains sont en cours à Ankara au sujet de la conclusion d'un accord bilatéral sur la coopération militaire. (C-OL-DG-ET-15/01)

ARRESTATION DU SECRETAIRE GENERAL DE LA DISK

DIYARBAKIR (ITA) - Le Secrétaire Général de la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK) a été à nouveau arrêté, le 2 août 1979, à Diyarbakir, par les autorités de la loi martiale, accusé de "faire des déclarations séparatistes et d'instiguer le peuple à commettre des crimes."

Quatre autres représentants de la DISK ont été sous mandat d'arrêt depuis le 16 juin 1979. Le secrétaire général Fehmi Işıklar et ses camarades ont été libérés, à la suite de leur premier jugement au tribunal militaire de la loi martiale.

Le Président de la DISK Bağtürk déclara lors d'une conférence de presse que les détenus de la prison du Commandement de la Loi Martiale de Diyarbakir sont systématiquement battus et torturés. K. Bağtürk accusa le chef de la police militaire régionale, le Colonel Lütfü Bağyigit, le capitain İsmet Kaptan et le sergent Kemal Özden d'appliquer des tortures telles que battre les détenus avec des massues, des sacs de sable, de leur appliquer de la falanga, de leur donner des coups de pied, de leur arracher les moustaches. A la suite de ces tortures, Zeki Adsız et Nadir Yektaş vomirent du sang, et Zeki Adsız eut quelques os cassés ou fracturés.

Par ailleurs, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) déclara que de nombreuses sections locales de ce parti ont subi des raids des forces de sécurité et que de nombreux membres du parti étaient arbitrairement détenus et battus. (C-N-Y-DG-18/8)

LA TERREUR POLITIQUE A FAIT 263 VICTIMES AU COURS DES DEUX DERNIERS MOIS

ANKARA (ITA) - Malgré l'existence de la loi martiale dans 19 des 67 provinces de Turquie, y compris Istanbul, Ankara et des provinces Kurdes proches de l'Iran et de l'Irak, la violence politique a continué à faire en moyenne quatre victimes par jour.

En plus des assassinats politiques commis par les "Loups Gris" du Parti d'Action Nationaliste (MHP), au cours de ces deux mois, des groupes se disant "révolutionnaires" ont commencé à recourir à des actions armées. Les actes de violence les plus significatifs ont été observés dans quelques provinces peuplées de Kurdes. Un groupe séparatiste organise des raids armés sur quelques villages et tue les gens qu'il considère comme étant des collaborateurs des dirigeants turcs. Ces actes attisent la terreur politique.

Ainsi, avec les assassinats de ces deux derniers mois, le nombre total des victimes de la violence politique des 20 mois du pouvoir d'Ecevit atteint 1735. Selon M. Demirel, leader du Parti de la Justice (AP), le taux d'assassinats s'est accru de 50% après la proclamation de la loi martiale. Durant une période de 19 mois, 8632 incidents politiques sont survenus, 1870 personnes ont été tuées et 8945 blessées. Durant cette même période, 685 hold-ups politiques ont été réalisés et 200 millions de liras turques ont été dérobées.

Le Premier Ministre Ecevit déclara que, au cours de la période de loi martiale, 17.995 dossiers ont été examinés par les autorités de loi martiale et 1510 dossiers ont été transférés devant les tribunaux militaires.

Selon le Ministre de la Justice Mehmet Can, il y a 51.000 détenus ou condamnés dans les prisons de toute la Turquie et il n'y a plus de place pour de nouveaux détenus. C'est pour cette raison que Yassıada sera transformée en ile-prison pour environ 2.000 accusés du terrorisme politique.

Par ailleurs, le Ministre de l'Intérieur Fehmi Güney révéla que au cours des 15 dernières années, les forces de sécurité ont saisi 45.000 fusils, 150.000 pistolets et 32.500.000 balles. Il déclara aussi que son ministère a des preuves que la fraude des armes et des munitions est réalisée par quelques politiciens qui ont des comptes en banque à l'étranger, mais il refusa de donner leurs noms pour ne pas provoquer de polémique.

Le Secrétaire Général de l'Association de Tous les Enseignants (TÖB-DEK) Kemal Uzun affirma, dans un télégramme envoyé au Premier Ministre Ecevit que, durant les 19 mois de l'actuel gouvernement, un nombre total de 56 enseignants affiliés à cette organisation progressiste furent assassinés par des terroristes d'extrême droite. /.

Ci-dessous la liste de 263 assassinate politiques perpétrés au cours de deux derniers mois en Turquie:

- 18 JUIN: L'étudiant Kadir Tekin (Samsun), l'ancien policier Muzaffer Candogan et le garçon İrfan Şimşek (Istanbul)
- 19 JUIN: L'étudiant de droite Hüseyin Altıngazi (Eskişehir), l'enseignant de gauche Remzi Akcaikal (Ünye), l'enseignant de droite Mustafa Koçak (Fatsa) le sergent Hasan Demirbağ (Mersin), le "loup gris" İhsan Karadağ (Trabz)
- 20 JUIN: Cemil Aslan (Istanbul), Emine Şavlu (Izmir), l'employé de gauche Ramazan Vatanserver (Bursa)
- 21 JUIN: Les deux militants du Parti du Salut National (MHP), Orhan Ünal et Hacım Sönmez, l'étudiant de gauche Kenan Aydemir et İlhami Çavuşoğlu (Istanbul)
- 22 JUIN: Halit Özkan, ancien dirigeant du Parti d'Action Nationaliste (MHP), Ataman Aslan Görür (Istanbul), l'enseignant Mustafa Güneş (Ankara)
- 23 JUIN: Ahmet Karaman et Salih Tuncel (Istanbul), l'enseignant Erdoğan Gül (Çorum)
- 24 JUIN: Le "loup gris" Mustafa Nirkonç (Ankara), l'étudiant Ali Özbey (Adana), İsmail Karagöz (Uşak)
- 25 JUIN: Le dirigeant local du MHP Cemil Çöllü, le membre du Parti Républicain du Peuple (CHP) Mehmet Kaşçı (Manisa), le gardien de nuit Tuncer Karadağ (Izmir), l'enseignant Mustafa Saygıdoğar, Gülay Törer et Hanifi Törer (G.Antep)
- 26 JUIN: Hüsnü Çorlu (Manisa), l'épicier de gauche İbrahim Başar (Ankara), le jeune de gauche Hüseyin Ev, et Sami Barın (Dafra)
- 27 JUIN: La pharmacienne Neşe Oğvensoy, membre du CHP (Manisa), l'enseignant de droite Hüseyin Adak (Adana), l'étudiant de droite Cemalettin Karaaslan (Istanbul)
- 28 JUIN: Le chauffeur de taxi Fevzi Karadağ, de gauche (Istanbul), l'épicier de gauche Fahrettin Demir (Kayseri), le chauffeur de taxi Veli Büyükkcan (Antalya), Ahmet Can, de gauche (Samsun)
- 29 JUIN: Le dirigeant local du MHP Bekir Şendilmen, avocat (Istanbul), Battal Ekşi (Gaziantep), le policier Nadir Oglakkaya (Muş), le jeune de gauche Metin Akol (Adana), l'ouvrier Hüseyin Saroğlu (Ordu)
- 30 JUIN: L'étudiant de gauche Ali Ünver (Bursa), l'étudiant de gauche Kemal Akça (Kars), l'enseignant de gauche Reşat Ögo (Urfa), Mehmet Emin Yardımcı (Dogubeyazit), les jeunes de droite Emin Yüce et Ali Alper Yılmaz (Ankara)
- 1 JUIL: Yusuf Mirzeler, de gauche (Adana), l'enseignant de gauche Yusuf Bağ (Samsun), Attila Alpar, le jeune de droite Ali Rifat Eralp (Istanbul), le président local du Parti de la Justice (AP) Mehmet Danişman et le payan Sandottin Sönmez (Muş)
- 2 JUIL: L'ouvrier de gauche Süleyman Kurman (Mersin), l'enseignant de gauche Attila Çelebi (Samsun), le marchand de droite Ramazan Kara (Tarsus), Mme Bilge Kise (Naden), Mme Serpil Dalaslan (Ankara), l'épicier Vahap Demir (Istanbul)
- 3 JUIL: L'ouvrier Ramazan Kuş, Mesut Akarsu, de droite (Balıkesir), l'ouvrier de gauche Önbek Yalçın (Adana), le chauffeur de taxi Mustafa Demirhan (Mersin), l'étudiant de gauche Bestami Bakırcı (İskenderun), le président local du Parti Ouvrier-Paysan de Turquie (TIKP) Zeki Ön (Gaziantep), le dirigeant local du CHP Cengiz Görül, avocat (Bursa)
- 4 JUIL: Orhan Atoğuşcan, ouvrier de gauche (Istanbul), l'étudiant de droite Azmi Doğan (Konya)
- 5 JUIL: L'employé municipal Ramazan Öner (Diyarbakır)
- 6 JUIL: L'ouvrier İlyas Ekşi (Izmit)
- 7 JUIL: Le chauffeur de taxi Aslan Karakaya (Samsun), le policier Cavit Küleci (Istanbul)
- 8 JUIL: L'ouvrier de gauche Ahmet Çamurcu (Samsun), Mahir Üstün (Adana)
- 9 JUIL: Hüseyin Öztürk et Mehmet Aydemir, de droite (Samsun), Mustafa Çakmak et Ahmet Çakmak (Gaziantep)
- 10 JUIL: L'ouvrier de droite Cevdet Pınar (Adana)
- 11 JUIL: L'avocat de gauche Emin Eron (Tekirdağ), l'enseignant de gauche Recep Taşçı (Istanbul), l'ouvrier de gauche Hüseyin Er (dans le prison d'Istanbul)
- 12 JUIL: L'employé Abdurrahman Çiftçi, l'ouvrier Ahmet Farsa (Urfa), Dilaver Altun

- (Samsun), Mustafa Özgül (Kayseri), Hüseyin Çardak (Gelibolu), l'étudiant de gauche Orhan Karakurt (Adana)
- 13 JUIL: Le président local du AP Medet Alibeyoglu (Kars), le chauffeur de taxi Şükrü Çukurgöz (Adana)
- 14 JUIL: Hüseyin Aksoy, de gauche (Istanbul); Rifat Asıta, de droite (Kars)
- 15 JUIL: Le chauffeur de taxi Mahmut Kutlubag (Adana), Kemal Aydeniz (Afyon) l'étudiant Alper Tunca Aytun et Mustafa Zurnacı (Istanbul)
- 16 JUIL: Le sympathisant du CHP A. Çotinkaya (Adıyaman), Mehmet Arıcı (Bafra)
- 17 JUIL: Iskender Karyağcı, de droite (Ankara), l'ancien "loup gris" Mutlu Ünlü (Istanbul)
- 18 JUIL: L'ouvrier de gauche Orhan Kaplan, Hamdi Altunozon, de droite (Istanbul), l'ouvrier de droite Ali Gürken (Adana), les terroristes Hüseyin Gürgen et Recep Gürgen (Mersin), H. Salih Polat, de gauche, et Cumali Kaya, de droite (Tarsus)
- 19 JUIL: L'ingénieur de droite Süleyman Çolak, l'employé Mehmet Bulduk, le dirigeant local du MHP Tahsin Ezer, et Yerdal Sömer (Istanbul), le sympathisant du CHP Avni Koçak et l'ouvrier de gauche Ramiz Karmut (Tarsus)
- 20 JUIL: L'ouvrier de gauche Hanifi Yanıkoglu, l'orfèvre Zeki Hurdalı (Adana), le directeur de poste Ali Elçi, de gauche (Malatya)
- 21 JUIL: L'ancien dirigeant local du MHP Mürmel Yılmaz, le commissaire de police Natak Karadeniz (Adana), le soldat Naci Surat (Istanbul)
- 22 JUIL: Le policier Cemil Topçuoğlu (Antakya), İzzettin Uluhatun et Tevfik Polat (Siirt), l'expert de blé irakien Mehdi Cafer (Diyarbakır), les prisonniers Hikmet Yılmaz et Ahmet Kara (dans la prison de Bergama)
- 23 JUIL: Le directeur de douane Zekai Başaran (Kilis), l'ancien dirigeant local du MHP Celal Civan (Kars), le patron de café Turan Güçlü, de droite (Uşak)
- 24 JUIL: Le paysan Yakup Yazıcı (Trabzon), l'employé Adil Bilir, l'étudiant Atanur Şahin, les enseignants Halim Kılıç et Eşref Koca, de gauche (Artvin)
- 25 JUIL: Mehmet Çiftçi, de droite (Manisa), le chauffeur de taxi Zeki Gelgeç (Urfa), l'épicier Ibrahim Akarsu (Samsun)
- 26 JUIL: Le travailleur migrant Vahap Akgül, sa femme, Gülten Akgül et son fils, Bülent Akgül (Kayseri), Seydo Özoruç (Siverek), Hurgit Yılmaz (Suruç)
- 27 JUIL: Le marchand Mustafa Balcı et son frère, Ibrahim Balcı (Ankara), Şinasi Top, l'ouvrier de gauche Duran Pekergin (Adana)
- 28 JUIL: Ferza Çeliker (Muş), l'ouvrier de droite Metin Aytog et S. Çevik (Istanbul)
- 29 JUIL: Selçuk Alpay, de droite, et l'entrepreneur Mevlut Toptaş (Ankara)
- 30 JUIL: Le jeune de gauche Mehmet Bilir (Adana), les ouvriers de gauche Zülfü Şahin et Fehmi Yalçın (Diyarbakır), Mehmet Turkavcı, de droite (Kütahya) l'étudiant de droite Atalay Çakır (Balıkesir)
- 31 JUIL: Les sympathisants du AP Mehmet Gerger, İsmail Arıkan, Şükrü Köycü, le terroriste Salih Kandan et une femme non-identifiée (Urfa), Hüseyin Taş, de gauche (Istanbul)
- 1 AOÛT: Rayit Gong, Nevzat Koçak, Yaşar Bingöl, İsmet Aydın, Rıza Koçak, Riyasettin Aydın, Şeref Sönmez, Z. Aydın (Horasan), l'employé Y. Çekici (Adana)
- 2 AOÛT: Mehmet Alus, de droite, et Hüsamettin Erguvan (Istanbul)
- 3 AOÛT: L'ouvrier Ahmet Kılıç (Zonguldak), le jeune Ertugrul Aktoros (Adana), l'étudiant de droite Kadir Bilir (Ankara), Haydar Çağlar, de droite (Istanbul)
- 4 AOÛT: Avni Özkan (Ankara), l'ouvrier Ahmet Çetin (Istanbul), le chauffeur de taxi Ömer Gündoğdu et le policier Bekir Akgül (Adana)
- 5 AOÛT: Nadir Ünal, de droite (İskenderun), Fahrettin Yavuz, Tacettin Yavuz et Kadir Yılmaz, de droite (Istanbul), l'ouvrier Hüseyin Çiftçi (Adana)
- 6 AOÛT: Elifi Yılmaz, Zeynep Yılmaz, Hatice Canpolat, Hasan Canpolat et l'ouvrier Cemal Altınbulduk (Adana), Şevket Yavaş (Urfa), le boucher Nuri Bağış (Kars), l'officier de réserve Ali Çetin (Kayseri), le prisonnier Hüseyin Bayram (Antalya)
- 7 AOÛT: Le terroriste Şevket Yavaş et un autre non-identifié (Urfa), Ali Kemal Fidan (Ankara), Necdet Ağaçkiran et un inconnu (Istanbul) /.

- 8 AOUT: Sedat Şen (Istanbul), Mustafa Topaloglu, de gauche (Ünye), l'ouvrier de gauche Neami Geçmen (Eskişehir), le dirigeant local du MHP Sitka Akturan (Balıkesir)
- 9 AOUT: L'étudiant de gauche Cevat Aslan (Adana), le "loup gris" Yıldırım Akdoğan (Manisa), l'épicier Recep Varan (Siverek), l'ancien membre du AP et maire Suphi Öztop, son fils, Hadi Öztop (Viranşehir), l'étudiant de gauche Hüseyin Ateş et un inconnu de 40 ans (Istanbul)
- 10 AOUT: L'étudiant de gauche Arif Yılmaz (Adana), l'étudiant de droite Zihni Demir (Kayseri)
- 11 AOUT: İzzet Sezzer, Dursun Çelik, Ali İncekale, de droite, et Turgay Bayır, de gauche (Giresun), l'ingénieur de droite Halis Öztürk, le propriétaire de buffet Süleyman Yılmaz (Istanbul)
- 12 AOUT: Fadıl Ügreten, Hüseyin Akdağ, le prisonnier Mehmet Vural (Mersin), le terroriste Mehmet Uzun (Ankara), le gendarme Tokin Tuğrul, les étudiants de droite Emin Işkuran et Ahmet Işkuran (Siverek)
- 13 AOUT: Le maire de Bingöl Hilmet Tekin, membre du MHP, son frère, Ahmet Tekin, et sa mère, Hamdiye Tekin (Bingöl), Nevzat Çetin (Gaziantep), l'ancien policier Zeki Şahin, l'épicier de droite Başaran Kambur, le chauffeur de droite Lokman Kodakal, l'ouvrier de droite Hüseyin Onur (Istanbul), le balayeur Hasan Karagüha (Ankara), un inconnu de 18 ans (Siverek)
- 14 AOUT: Le gardien de prison Bayram Ali Yılmaz (Edirne), le fermier de droite Mustafa Şahin (Karıkhan), l'ouvrier de droite Hüseyin Sobacı (Istanbul), Hacı Aktan et Ali Düğen (Siverek)
- 15 AOUT: Le patron de café Arif Karaduman, de droite, le "loup gris" Arif Sanlı et l'étudiant de droite Emin Üzbudak (Turgutlu), l'ancien de village Muhammet Kurt (Trabzon)
- 16 AOUT: Le tailleur Ali Rıza Koç, le dirigeant de syndicat Ergün Kapağlı (Istanbul), les enseignants de gauche Serdar Ekiz et Aziz İzmirlioglu, le chauffeur de taxi Ömer Yüregil, de gauche (Denizli), le paysan Emin Derankuş (Siverek), un jeune non-identifié de 17 ans (Istanbul)
- 17 AOUT: Hüseyin Polater, de gauche (Denizli), Yücel Karaaliaslan et Semih Özenöz (Adana), un jeune non-identifié (Ereğli)
- 18 AOUT: L'ouvrier Cihangir Tatar (Adana), l'étudiant de droite Fevzi Köseyalin (Kayseri), l'enseignant de droite Ahmet Çelik (Ünye).

(C-H-H-DG-Y-DN-ET-19/8)

POUR CONNAITRE LES FAITS DE TURQUIE

L'Agence Info-Türk est un service d'information créé et pris en charge par des progressistes de Turquie à l'étranger. Elle publie les BULLETINS mensuels en trois langues (français, anglais et allemand) pour informer l'opinion mondiale des problèmes et des luttes du peuple de Turquie, et un autre BULLETIN en langue turque pour faire connaître les problèmes des travailleurs turcs émigrés.

Abonnement annuel pour chaque langue:

200 FB en Belgique
250 FB à l'étranger

Virement ou mandat de poste au compte suivant:

COODIFF s.c.
CCP - 000-1164657-75
13/2, Square Wisor - 1040 Bruxelles - BELGIQUE

Vous pouvez également demander en écrivant à la même adresse la liste d'autres publications non-périodiques de l'Agence Info-Türk